

Un autre regard ? Nucléaire et archives privées

Journée d'étude (Master 2 Archives UB, SEIVA, AD21, LIR3S)

Jeudi 3 juillet 2025

Archives départementales de Côte d'Or, Dijon

Entrée libre et gratuite

Programme :

9h30 : Accueil et introduction de la journée

10h Vivien BARROT (Archives nationales), État des sources : archives privées et nucléaire aux archives nationales

10h30 : Meixin TAMBAY (Fondation de l'écologie politique), Le nucléaire et les archives de la Fondation d'Écologie Politique

11h : Laurent Boucher (Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) : 50 ans de documentation et d'analyse indépendante du nucléaire à travers les archives du GSIEN : une mémoire à préserver

11h 30 : Débat

12h30-14 h : Pause

14h : Louis FAGON (ENS de Lyon), Le nucléaire vu d'en bas : écrire l'histoire du nucléaire grâce aux archives locales, l'exemple du Rhône

14h30 : Alexis VRIGNON (Université d'Orléans), De l'importance des archives privées pour documenter le fait nucléaire en Polynésie. Retour d'expérience à partir d'un programme de recherche récent

15 h : Débat

15h 45 : Pause

16h : Thomas KAWALEC (*Étudiant en Master 2 Archives, Université de Bourgogne/Alternant à la SEIVA*) : Classer le fonds de la SEIVA et un fonds privé

16h30 : Edouard BOUYÉ (Directeur des Archives Départementales de Côte d'Or), La pérennisation de l'information produite et reçue par les Commissions Locales d'Information (auprès des sites nucléaires, ndlr) : les pistes de travail d'un archiviste

17h : Conclusions et fin de la journée

Présentation et résumé

Comment explorer le monde du nucléaire, aux moyens de quelles archives est-il possible de penser cette trajectoire technologique et ses impacts sur les sociétés et les environnements. Au-delà des archives institutionnelles de la filière et de ses principaux acteurs, les archives privées représentent un vivier de ressources encore peu abordée. Cette journée d'étude coorganisée par le parcours M2 Archives de l'université de Bourgogne, les archives départementales de Côte d'Or, et la SEIVA (Structure d'Échange et d'Information sur VALDUC), une association en charge de la surveillance et de l'information autour du site nucléaire de VALDUC en Côte d'Or, entend explorer ce thème.

La question nucléaire, particulièrement en France, continue de s'inscrire dans une vive dynamique de controverses et de recherches alors que les tensions internationales s'avivent parallèlement, en France, à la relance de l'électricité nucléaire, dans un contexte de crises environnementales et d'appel à la décarbonation. Si le nucléaire est depuis longtemps au cœur de nombreux travaux en histoire et en sciences sociales, les dernières décennies ont été marquées par une dynamique de recherche particulièrement importante, qui pointe en permanence la question du secret, de la documentation disponible, et des méthodologies à mettre en œuvre pour enquêter sur cet objet chaud.

Les travaux explorant les trajectoires historiques du nucléaire et ses modes d'existence socio-économique et politique se sont multipliés en sortant des récits internes à la filière. Cyrille FOASSO a ainsi étudié la construction des normes de sécurité alors que Pierre Fournier, dans la suite des recherches d'Annie Thébaud Morny, étudiait l'organisation et le travail quotidien des ouvriers du secteur¹. Gabrielle Hecht a montré avec force les enjeux politiques nationaux et coloniaux que soulevait le nucléaire, entre construction de l'identité nationale et contrôle colonial et post-colonial sur le continent africain². Plus récemment, Sezin TOPÇU, a étudié comment s'est opérée la « nucléarisation » de la France, et comment a pu s'imposer cette trajectoire technologique en dépit de l'ampleur des débats, contestations et critiques qui n'ont cessé d'accompagner son développement³. La question des « régimes de nucléarité » est de plus en plus travaillée alors que l'étude des mouvements antinucléaires et leur dynamique transnationale reste au centre de nombreux travaux⁴. Dans sa thèse, Louis Fagon s'est appuyé sur les archives départementales pour enquêter sur la

¹ Foasso, C., 2012. *Atomes sous surveillance. Une histoire de la sûreté nucléaire en France*. Peter Lang, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien ; Fournier, P., 2012. *Travailler dans le nucléaire. Enquête au cœur d'un site à risque*. Armand Colin, Paris ; Annie Thébaud-Mony, *L'industrie nucléaire. Sous-traitance et servitude*, Inserm/EDK, Paris, 2000.

² Hecht, G., 2004. *Le rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*. La Découverte, Paris; Hecht, G., 2012. *Being Nuclear: Africans and the Global Uranium Trade*. The MIT Press, Cambridge (MA).

³ Sezin Topçu, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Le Seuil, Paris, 2013

⁴ Andrew Tompkins, *Better Active than Radioactive! Anti-Nuclear Protest in 1970s France and West Germany*, Oxford University Press (Oxford Historical Monographs series), 2016; Meyer T., (2021), « Militantisme anti-nucléaire et sécurité des installations: perspectives comparées », In: Rambourg M., *Sûreté et sécurité des installations nucléaires civiles*, Mare & Martin.

nucléarisation d'un territoire, la vallée du Rhône, devenu un haut lieu de cette industrie en France⁵.

Tous ces travaux et d'autres ont systématiquement pointé les difficultés d'accès aux sources, et ont cherché à diversifier la documentation et les archives permettant d'écrire cette histoire au plurielle, en prenant en compte la diversité des acteurs impliqués. Les liens entre Nucléaire, démocratie, secret et participation des citoyens sont au cœur des enjeux. Dès 1977 l'écrivain autrichien Robert JUNGK dans son livre *Der Atomstaat* (1977) pointait combien le nucléaire nécessite un pouvoir politique fort et centralisé, voire un contrôle strict des populations, pour gérer les risques importants liés à son utilisation (vols de matériel radioactif, attentats, espionnage, etc.). De manière plus ou moins marquée selon les pays, les employés de ce secteur comme les figures d'opposition à cette énergie ont été surveillés, soulevant la question de l'accès aux sources et aux informations les plus sensibles. Aux Etats-Unis, plusieurs études ont ainsi pointé combien l'essor de l'arme nucléaire a accompagné l'émergence d'un nouveau régime du secret dans l'arène politique et scientifique⁶.

Les politiques publiques en matière d'archives du nucléaire n'ont cessé d'alterner entre le secret, l'ouverture, la déclassification et le retour de restrictions. Entre janvier et décembre 2013, 233 documents sur les essais nucléaires en Polynésie ont ainsi été déclassifiés par l'État français ; rendus publics en plusieurs vagues ils ont permis d'éclairer le déroulement des essais et des opérations de décontamination, et ses retombées pour les populations. Obtenus de haute lutte, ces documents ont été accessibles après la levée du secret-défense par la Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN) à la suite de procédures judiciaires d'associations et de vétérans⁷. Dans l'édition française de son ouvrage consacré aux premières villes atomiques aux Etats-Unis et en URSS, l'historienne Kate Brown insiste quant à elle sur le changement du climat dans ces deux pays : « les sources se sont raréfiées » de multiples manières, même si parallèlement la mise en ligne croissante de documents numérisés et l'accès à des archives privées s'étend⁸.

L'histoire des archives du nucléaire constitue aussi un champ de recherche spécifique qui s'est étendue, dès les années 1950, les « pionniers de l'atome » avaient le sentiment de participer à des progrès scientifiques majeurs qui ouvraient une nouvelle ère, ce qui les incita à chercher à conserver les traces de leur action. Le premier administrateur général du CEA Raoul Dautry (1945– 1951) affirmait ainsi : « je crains que nous ne puissions pas demain faire l'histoire française de la science et des techniques [...] et c'est parce que je craignais qu'il pût en être ainsi pour l'histoire des recherches atomiques que j'ai décidé que le CEA ne détruirait

⁵ Louis Fagon, "Rhône nucléaire, des années 1950 aux années 1990", Thèse sous la direction de Geneviève Massard-Guilbaud (EHESS-CIRED), 2023.

⁶ Alex Wellerstein, *Restricted Data: The History of Nuclear Secrecy in the United States*, University of Chicago Press, 2021; Thomas Fraise, « Restricted democracies Nuclear weapons programs, secrecy, and democracy in the United Kingdom, France, and Sweden (1939-1974) », Thèse, Sciences Po Paris, 2023.

⁷ Renaud Meltz, Alexis Vrignon (dir.), *Des bombes en Polynésie. Les essais nucléaires français dans le Pacifique* Paris, Éditions Vendémiaire, 2022 ; Sébastien Philippe et Tomas Stadius, *Toxique. Enquête sur les essais nucléaires français en Polynésie*, Paris, PUF/Disclose, 2021 ; Renaud Meltz, Alexis Vrignon. Le programme « écrire l'histoire du CEP » et le processus de déclassification des archives du nucléaire. Journée d'étude "Archives et politique", ITEM - UPPA, Dec 2021, Pau, France. (hal-04273359)

⁸ Kate Brown, *Plutopia. Une histoire des premières villes atomiques*, trad. De l'anglais par Cédric Weis, Arles, Actes sud, 2024, p. III.

rien et remettrait tous ses documents à la garde des Archives de France »⁹. Pourtant, au sein du CEA, la mise en place d'une politique d'archivage efficace mis du temps à voir le jour. En 1994, alors que le CEA s'apprête à fêter ses cinquante ans, la Direction des archives de France rend un rapport critique qui souligne le manque de moyens et de compétences, ce qui conduit à la création d'une Mission archives et histoire au sein de la direction de la communication du CEA. Des professionnels formés sont recrutés, un bâtiment dédié est prévu et un réseau de correspondants archives est mis en place. Implanté à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine), le Service archives du CEA assure la constitution et la gestion des fonds d'archives historiques, mais en 2013 il ne conservait que cinq kilomètres linéaires, soit moins de 5 % du stock d'archives « papier » total conservé au CEA d'après les estimations.

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), créé en 2001 conserve les archives du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants (SCPRI) créé en 1957 et devenu l'Office de Protection contre les Rayonnements Ionisants (OPRI) en 1994, ainsi que celles de l'Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire (IPSN) créé en 1976¹⁰. Ces fonds de 14 km linéaires, répartis sur les implantations de l'Institut, se composent notamment de nombreux documents scientifiques et techniques, des années 1950 à nos jours en matière d'expertise du suivi des installations nucléaires françaises.

Au-delà des fonds d'archives institutionnels internes à la filière et au secteur, cette journée entend se consacrer aux archives privées. Il existe en effet de nombreux autres fonds, dans les archives publiques comme privées, qui peuvent éclairer l'histoire de cette activité. Il peut s'agir d'acteurs scientifiques, institutionnels ou militants engagés dans les débats sur le choix du nucléaire et ses risques, ou d'associations locales ou nationales qui sont intervenus d'une façon ou d'une autre dans la nucléarisation. Les archives privées de militants, scientifiques et acteurs de la filière offre de nombreuses ressources pour penser par les marges et par en bas l'histoire de la nucléarisation de la France. Depuis 2015, la Fondation de l'Écologie Politique est devenue aussi un centre d'archives qui collecte les traces d'engagements collectifs et individuels à l'origine de l'écologie politique en France¹¹, la question nucléaire y occupe bien sur une grande place.

Des associations indépendantes comme la SEIVA, créée en 1996 afin « d'évaluer les impacts du CEA sur l'environnement, la santé, l'économie, et d'informer de manière neutre et objective les riverains et personnes intéressées par le sujet » possède également des archives qui sont en cours de classement¹². Le projet de cette journée d'étude, organisée aux archives départementales de la Côte d'or, à Dijon en partenariat entre le laboratoire LIR3s (UMR 7366 CNRS-uB), le parcours M2 archives de l'UB et la SEIVA, à l'occasion du classement de ses archives, vise à associer archivistes, historiens spécialistes du nucléaire et producteurs d'archives dans une réflexion partagée. Il s'agit de proposer un panorama des

⁹ Cité par Delmas Sophie, Frossard Odile, « Les archives du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives : organisation de la fonction et exploitation des fonds historiques d'un grand organisme public, acteur clé de la recherche », *La Gazette des archives*, n°231, 2013-3, p. 173-182.

¹⁰ <https://www.irsn.fr/page/archives-lirsn> <https://irsn.hal.science/irsn-04563774>; cf. Michaël Mangeon, et Camille Bouchain, « En quête d'archives : Les archives de l'IRSN éclairent la naissance de la sûreté nucléaire en France » <https://irsn.hal.science/irsn-04563774>

¹¹ <https://www.fondationecolo.org/archives-de-lecologie/>

¹² <https://info-seiva-sur-valduc.fr/>

archives disponibles en croisant les regards et les approches. Cette journée permettra à la fois de présenter les principaux fonds qui existent et les enjeux qu'ils soulèvent en matière de gestion, d'oubli et de mémoire documentaires. L'enjeu sera aussi d'interroger les questions liées à la gestion et à la communicabilité de ces archives au croisement de la recherche et d'une réflexion sur la place de cette filière dans la construction des territoires et des imaginaires contemporains.

- **État des sources : archives privées et nucléaire aux archives nationales**

Vivien Barrot (Archives nationales)

- **Le nucléaire et les archives de la Fondation d'Écologie Politique**

Meixin TAMBAY (Fondation de l'écologie politique)

L'enjeu de cette intervention sera de présenter les fonds conservés par la Fondation de l'écologie politique, notamment les archives d'associations et de militants, susceptible d'éclairer l'histoire de la trajectoire nucléaire

- **50 ans de documentation et d'analyse indépendante du nucléaire à travers les archives du GSIEN : une mémoire à préserver**

Laurent Boucher (Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) :

- **Le nucléaire vu d'en bas : écrire l'histoire du nucléaire grâce aux archives locales, l'exemple du Rhône**

Louis Fagon (ENS de Lyon)

Auteur d'une thèse sur le nucléaire dans la Vallée du Rhône, Louis Fagon propose de revenir dans cette communication sur les verrous qu'il rencontrés au début de sa thèse au niveau des archives nationales et institutionnelles. Il propose d'expliquer sa méthode pour les lever et de présenter la richesse des archives départementales, municipales et associatives qu'il a pu mobiliser pour mener son enquête, en croisant d'autres regards que ceux des institutions centrales du nucléaire. Il reviendra enfin sur les apports de ce type de documentations (on y trouve des données inédites, elles facilitent l'accès a posteriori aux archives institutionnelles comme le CEA) et les limites de ces archives (la distinction national/local n'est pas si simple, ces archives ont leurs limites notamment sur les questions de sûreté ou de santé publique).

- **« De l'importance des archives privées pour documenter le fait nucléaire en Polynésie. Retour d'expérience à partir d'un programme de recherche récent »**

Alexis Vrignon (Université d'Orléans)

L'enjeu de cette intervention est de faire un tour d'horizon des problématiques archivistiques en lien avec le fait nucléaire en Polynésie (contraintes liées au code du patrimoine de 2008, éparpillement du terrain archivistique sur la planète), les solutions mises en œuvre (plaidoyer pour la déclassification, recours aux archives privées, écrites et

orales, relations avec les associations détentrices d'archives mais désireuses de les conserver pour différentes raisons) et tenter de proposer un bilan sur la situation actuelle.

- **Classer le fonds de la Seiva et le fonds d'Alain Cagnol**

Thomas Kawalec (Etudiant en Master 2 Archives à l'Université de Bourgogne/Alternant à la Seiva)

- **La pérennisation de l'information produite et reçue par les CLI : les pistes de travail d'un archiviste**

Edouard Bouyé (Directeur des Archives départementales de Côte d'Or)